

IRAK

Répit à Sadr City, après un accord entre sadristes et gouvernement

Les violences à Sadr City, dans le nord-est de Bagdad, se sont apaisées hier après l'annonce la veille d'un accord entre les miliciens de Moqtada Sadr et le gouvernement irakien, selon des sources concordantes.

L'armée américaine, en première ligne dans ces combats contre des miliciens chiites, qui ont fait des centaines de tués depuis le début du mois d'avril, a indiqué qu'une baisse des violences était intervenue dès samedi soir. «Nous avons constaté une baisse des combats la nuit dernière», a assuré l'amiral Patrick Driscoll, porte-parole militaire. Auparavant, le commandement américain avait indiqué avoir tué quatre «criminels» dans des accrochages samedi dans Sadr City. Hier, un journaliste de l'AFP dans la zone des plus violents affrontements, dans le secteur sud-est du vaste faubourg populaire, a entendu de rares rafales d'armes automatiques. Des chars américains étaient en faction aux principaux carrefours et des drones de surveillance patrouillaient dans le ciel. Cet apaisement intervient également alors que le commandement américain a annoncé que la construction d'un mur, qui a contribué à alimenter la violence, était presque achevée.

Le général James M. Milano, adjoint du commandant des



Un répit après un accord entre les miliciens de Moqtada Sadr et le gouvernement irakien.

troupes américaines à Bagdad, a indiqué à la presse que 80% des travaux de cet ouvrage sont achevés. Le mur, haut de plus de trois mètres, traverse Sadr City d'est en ouest sur plusieurs kilomètres. Il sépare le tiers sud du quartier du reste de ce vaste faubourg, où vivent plus de deux millions d'habitants. L'accès à ce secteur isolé se fait dorénavant par un poste de contrôle ouvert aux piétons et à des camions chargés de biens de première nécessité. Le commandement américain a expliqué que cette barrière de béton devait prévenir les tirs de mortiers contre la «zone verte», l'enclave fortifiée du cœur de Bagdad qui abrite les

institutions irakiennes et l'ambassade des Etats-Unis.

Les miliciens chiites qui tiennent le quartier ont pris les armes pour tenter d'empêcher la construction de cette séparation, considérée comme une première étape pour morceler leur fief, et mieux le contrôler. Les combats se sont concentrés autour du chantier mais les hommes de Moqtada Sadr n'ont finalement pas pu empêcher l'élévation de cet écran de béton. Samedi, un accord entre le gouvernement irakien et le mouvement de Moqtada Sadr a été annoncé. Il prévoit que les forces armées et les forces de sécurité irakiennes prennent le contrôle de Sadr City. Par contre,

il n'envisage pas la dissolution de l'armée du Mahdi, ni son désarmement. Le commandement américain en Irak a salué cet accord et affirmé son soutien à une «solution politique». «Comme nous l'avons toujours indiqué, nous soutenons des solutions politiques à Sadr City, et en Irak en général», a indiqué à l'AFP un porte-parole américain, le colonel Gerald O'Hara. L'amiral Driscoll a par la suite averti que l'armée américaine ne cessera ses opérations dans ce quartier que si l'accord est bien respecté. Interrogé sur le type d'action que l'armée américaine entreprendrait en cas de rupture de cet accord, il a répondu : «Nous appuierons tous les efforts du gouvernement». Auparavant, le colonel Allen Batschelet, chef d'état-major américain à Bagdad, avait indiqué que si les troupes américaines étaient «témoins d'activités illégales, d'actions par des tireurs de roquettes ou de mortiers, ou des hommes armés de lance-roquettes, ou en train de mettre en place des pièges explosifs, nous les contrerons avec des tirs de précision».

Le mouvement de Moqtada Sadr soutient que le gouvernement irakien et le commandement américain veulent l'affaiblir avant des élections cruciales en octobre, où les sadristes espèrent accentuer leur représentation politique.

BIRMANIE Des milliers de Birmans attendent désespérément l'aide du gouvernement

Sur la route entre Rangoun et le delta de l'Irrawaddy, une région de Birmanie dévastée par le cyclone Nargis, des milliers de personnes désespérées attendent devant les maisons en ruines l'aide du gouvernement, raconte un journaliste de l'AFP. Mais l'assistance n'arrive ni à Dedaye, localité du sud-est du delta, ni nulle part ailleurs le long de ce chemin de gravier qu'a pu emprunter ce reporter. Les survivants ont faim et soif. La peur se lit sur leurs visages tirés. De toute évidence, beaucoup n'ont pas mangé depuis plusieurs jours. Des mères tiennent d'un bras des enfants à qui elles donnent le sein, et tendent l'autre pour mendier. Quand ils ont la chance d'avoir un peu de nourriture, les gens n'ont de toute façon plus rien pour la faire cuire : tout a été emporté dans le cyclone. Les routes ont été débarrassées de la plupart des débris. Mais des poteaux électriques barrent encore la chaussée. De temps en temps, un convoi du gouvernement passe à toute allure, par groupe de six véhicules 4X4, sans même marquer un temps d'arrêt. En trois jours, le journaliste de l'AFP n'a vu qu'un seul des hélicoptères que la junte affirme utiliser pour livrer de l'aide aux survivants. Au bord de la route, la population jure n'avoir vu personne du gouvernement distribuer du matériel de secours. Hier, alors que de fortes pluies se sont abattues sur la région, la plupart des gens, sans-abri, ont dû s'asseoir sous des parapluies et attendre. Certaines associations caritatives, surtout bouddhistes et musulmanes, apportent du riz, des nouilles, des biscuits, parfois des bonbons ou des bougies. Mais quand ils ouvrent leurs camions pour les distribuer, des soldats s'approchent et en prennent une partie. Pour leur propre consommation.

Plus d'une semaine après la catastrophe, de nombreux cadavres humains jonchent encore le sol. Il y en a des dizaines le long de la rivière Pyapon, dans le delta.

Flottant dans l'eau, il y a même les corps d'une famille de quatre, attachés les uns aux autres. Ils ont sans doute essayé de se protéger avant que le cyclone ne s'abatte sur la région. Peut-être ont-ils été emportés par l'eau : quand les vagues ont frappé, la population n'avait nulle part où aller. Les corps sont boursoufflés, en état de décomposition, et noircissent. Les gens passent et les ignorent. Ils essaient de rester en vie.

ERYTHRÉE

L'opposition se trouve un leader à Addis Abeba

L'opposition érythréenne, alliance de 13 groupes politiques, est parvenue à surmonter ses divisions pour élire à Addis Abeba son président, Tewolde Gebreselassie, qui a promis hier un regain d'activité, diplomatique et sur le terrain, contre le régime d'Asmara.

L'Alliance démocratique érythréenne (EDA) s'était déjà réunie à Addis Abeba en février 2007 mais la conférence s'était terminée sur un désaccord concernant la composition de sa direction. «Nous sommes tombés d'accord pour élire une direction, qui a été la cause de divergences parmi les membres», s'est félicité devant la presse Tewolde Gebreselassie, 58 ans, ancien responsable de l'information pour le Front de libération érythréen (FLE), fer de lance dans les années 60 de la lutte contre la domination éthiopienne. «Nous allons à présent accroître nos activités sur le front diplomatique, et organiser des manifestations», a-t-il ajouté. L'Alliance démocratique

érythréenne avait adopté mercredi une charte prévoyant le renversement du régime d'Asmara. «Nous connaissons les besoins de notre peuple qui souffre de la dictature dans notre pays. Cette charte a été adoptée conformément à leurs besoins», avait alors déclaré à l'AFP Habte Tesfamariam, président d'une des composantes de la coalition (le «Eritrean Salvation Front»). «Dans un premier temps, notre priorité consiste à nous assurer que notre organisation jouisse d'un soutien complet (de la population). Alors, nous lancerons un soulèvement populaire qui ira provoquer l'armée», avait-il ajouté. L'opposition compte renforcer ses liens avec la diaspora érythréenne, quasiment aussi nombreuse que la population en Erythrée et dont les centaines de millions de dollars envoyés à leurs proches en Erythrée chaque année soulagent grandement le gouvernement érythréen. «La diaspora est opposée au (président) Issaias (Afeworki) mais elle n'est pas avec nous en

raison de nos divergences. Elle nous demande de nous unir parce que la tyrannie là-bas est coupable d'abus», a expliqué à l'AFP Noor Idris, président du Parti de la renaissance érythréenne. Selon Habte Tesfamariam, plusieurs membres de la coalition disposent de groupes armés mais la plupart sont cantonnés à des activités de propagande en Erythrée. Les observateurs demeurent sceptiques quant à la pérennité de cette coalition, minée depuis sa formation en 1999 par des rivalités entre ses membres issus de neuf groupes ethniques différents.

Les autorités d'Asmara dénoncent régulièrement l'absence de légitimité de ces mouvements, décrits comme des marionnettes du régime éthiopien, leur voisin et ennemi juré. Les relations entre l'Éthiopie et l'Erythrée, qu'une guerre frontalière a opposées de 1988 à 2000, faisant au moins 80 000 morts, sont très tendues et les deux pays ont multiplié récemment les déclarations bellicueuses.

ÉCONOMIE

La Banque africaine de développement met en garde contre la hausse des prix

La Banque africaine de développement a prévenu hier que le presque doublement des prix d'aliments de base au cours des derniers mois avait des répercussions graves en Afrique, en particulier pour les pays les plus pauvres.

Dans un rapport intitulé Perspectives économiques en Afrique, rendu public hier avant le sommet annuel de la Banque cette semai-

ne, l'institution a souligné le besoin urgent d'agir. «A côté de la hausse des prix du pétrole, au cours des trois derniers mois depuis janvier, les prix de quelques-uns des plus importants aliments de base ont presque doublé», indique le rapport. Le prix du riz est passé de 373 à 760 dollars la tonne, pendant que le maïs a augmenté de 171 à 220 dollars la tonne. «Ces vastes et soudaines hausses des

prix commencent à avoir de graves répercussions dans de nombreux pays africains», note la Banque. Le rapport indique que la situation frappe plus durement les pays les plus pauvres parce que leurs habitants pauvres doivent consacrer une plus forte proportion de leurs revenus pour se nourrir. La Banque africaine de développement tient son sommet annuel au Mozambique les 14 et 15 mai.